

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/2/Add.54

26 mai 1999

(99-2124)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: espagnol

## MISE EN ŒUVRE ET ADMINISTRATION DE L'ACCORD SUR LES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE

### Communication de la délégation de l'Uruguay

#### Addendum

La délégation de l'Uruguay a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après au titre de l'article 15.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

1. Le gouvernement uruguayen a approuvé l'Accord sur les obstacles techniques au commerce par la Loi n° 16.671 du 13 décembre 1994 portant approbation de tous les Accords résultant des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay.
2. Le Décret n° 164/998 a été promulgué le 30 juin 1998 afin de créer un cadre juridique adéquat qui garantisse le respect des obligations découlant de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.
3. Ce décret établit une Commission interministérielle composée des représentants du Cabinet du Président de la République, du Ministère des affaires étrangères, du Ministère de l'économie et des finances, du Ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines, du Ministère de la santé publique, du Ministère de l'élevage, de l'agriculture et de la pêche et du Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Cette commission évaluera, avant leur entrée en vigueur, tous les règlements techniques qui émanent de l'administration centrale afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.
4. La Direction générale des affaires économiques internationales du Ministère des affaires étrangères servira de centre de notification, conformément à l'article 10.10 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.
5. Le Service d'information commerciale de la Direction générale du commerce (Ministère de l'économie et des finances) a été choisi pour être le point d'information pour l'Uruguay au titre de l'article 10.1 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

6. L'adresse de ce point d'information, qui a déjà été communiquée au Secrétariat de l'OMC, est la suivante:

Servicio de Información Comercial  
Colonia 1206 - PB  
C.P. 11.100 Montevideo – Uruguay  
Téléphone: (5982) 900 26 22  
Télécopie: (5982) 902 82 06  
Courrier électronique: [coexsic@tips.org.uy](mailto:coexsic@tips.org.uy)

7. La Commission interministérielle créée en vertu du Décret n° 164/998 a recensé les organismes qui élaborent des règlements techniques pouvant se transformer en obstacles techniques au commerce, et a fourni aux autorités nationales compétentes des renseignements sur les dispositions de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce. Par conséquent on a pris les dispositions nécessaires pour créer un système d'information interne visant à faire en sorte que les projets de règlements techniques soient communiqués à ladite Commission interministérielle de manière à ce que l'OMC en soit notifiée s'il y a lieu, comme le prévoit l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

---